Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :
formav.co/explorer

LICENCE DROIT • CORRIGÉ DÉTAILLÉ

Droit

Session 2026 • Code sujet : **26-LIC-DROI-EP1** • Durée : **3 heures** • Coefficient : **3,0**
indicatif, selon les données fournies

Sommaire

Cliquez sur une partie pour y accéder directement

1. **Qualification des faits et formulation du problème juridique** (3 questions) — **Page 3**
2. **Règles applicables et résolution du cas** (4 questions) — **Page 5**
3. **Formalisation d'une réponse juridique** (3 questions) — **Page 7**
4. **Ce qu'il faut retenir & Questions fréquentes (FAQ)** (Synthèse & Q&A Examen) — **Page 10**

Sujet officiel (PDF) : https://licencedroit.fr/assets/annales/licence-droit/C6 - Identifier et résoudre un problème juridique/2026/Licence Droit - C6 - Identifier et résoudre un problème juridique - Session 2026 - 1-Sujet.pdf

1. Qualification des faits et formulation du problème juridique

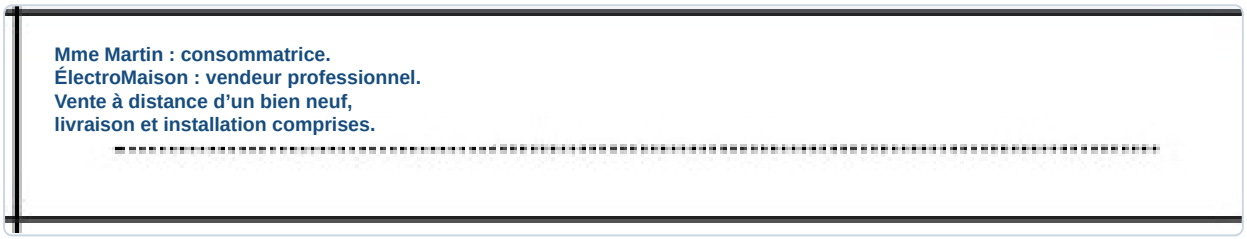
Mme Lina Martin achète à ÉlectroMaison un lave-vaisselle neuf livré et installé à son domicile, puis signale une panne du module de chauffage environ six mois après la livraison. Les pièces retracent la commande, le défaut, l'intervention technique, la demande de remplacement sans frais et le refus du vendeur, dont l'affirmation d'une mauvaise utilisation est contestée.

Qualification des faits

Question 1.1. Qualifiez juridiquement les parties et le contrat conclu. Précisez les obligations essentielles dont l'exécution est en cause dans le litige.

Mme Martin, personne physique achetant pour son domicile, est une consommatrice. ÉlectroMaison, qui vend des appareils dans le cadre de son activité, est un vendeur professionnel. Le contrat est une vente à distance d'un lave-vaisselle neuf, avec livraison et installation comprises, au prix de 649 euros. Mme Martin doit payer le prix convenu. Le vendeur doit délivrer un bien conforme et exécuter la livraison et l'installation prévues. Le litige porte sur la conformité du bien et la prise en charge du défaut au titre de la garantie légale.

Qualification des parties et du contrat



✓ RÉPONSE À RETENIR

Vente à distance d'un bien neuf entre une consommatrice et un vendeur professionnel, livraison et installation comprises.

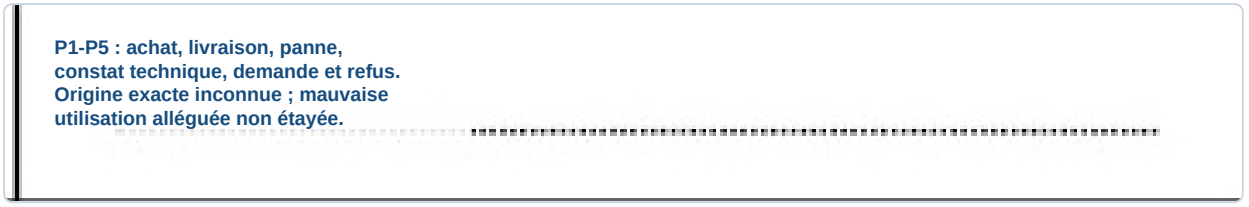
Faits pertinents et preuves

Question 1.2. Relevez et classez les faits juridiquement pertinents. Indiquez quels faits sont établis par une pièce et quelle affirmation du vendeur demeure contestée au vu du dossier.

Fait pertinent	Pièce et portée
Achat neuf, prix et destination au domicile	P1 : commande et facture
Livraison le 20 octobre 2025	P2 : bon signé
Panne signalée le 18 avril 2026	P3 : courriel et vidéo
Panne du module ; absence d'indice visible de choc ou de mauvaise utilisation	P4 : compte rendu du technicien
Demande de remplacement et refus	P5 : échanges écrits

Les pièces établissent l'achat, la livraison, le signalement de la panne, la demande et le refus. Le compte rendu constate la panne, sans établir son origine exacte. L'affirmation de mauvaise utilisation est contestée et n'est étayée par aucun élément du dossier ; aucun rapport n'établit une faute de Mme Martin.

Faits déterminants et preuves



✓ RÉPONSE À RETENIR

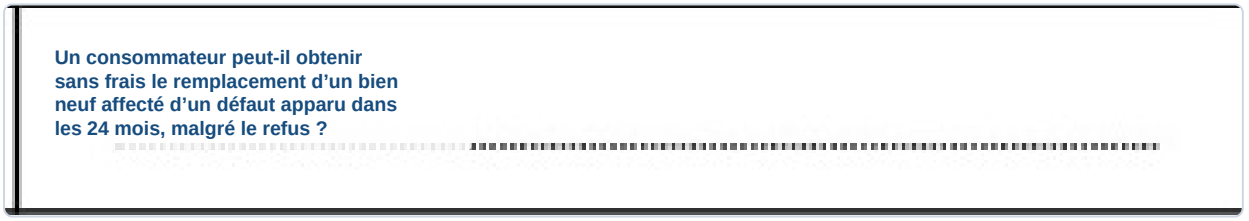
P1 à P5 documentent l'achat, la livraison, la panne, la demande et le refus. La mauvaise utilisation alléguée n'est pas prouvée.

Problème juridique

Question 1.3. Formulez le problème juridique principal sous la forme d'une question de droit générale, sans reprendre les noms des parties.

La question de droit doit être générale et ne pas reprendre les noms des parties. Elle doit viser le régime applicable à une vente entre un consommateur et un professionnel, ainsi que le défaut apparu dans le délai de présomption concernant un bien neuf. Le problème porte ensuite sur la mise en conformité demandée et sur les conséquences du refus du vendeur, sans préjuger de l'issue des autres remèdes prévus par les textes.

Problème juridique



✓ RÉPONSE À RETENIR

Un consommateur peut-il obtenir sans frais le remplacement d'un bien neuf affecté d'un défaut apparu dans les vingt-quatre mois, malgré le refus du vendeur ?

2. Règles applicables et résolution du cas

Le différend porte sur l'application de la garantie légale de conformité à un lave-vaisselle neuf acheté par une consommatrice auprès d'un vendeur professionnel. Les documents présentent les règles relatives à la présomption, à la preuve et aux remèdes, à confronter à la panne constatée et au refus écrit du vendeur.

Garantie légale de conformité

Question 2.1. Déterminez si le défaut décrit est susceptible de relever de la garantie légale de conformité. Précisez les conditions relatives aux parties, à la nature du défaut et à son délai d'apparition.

La garantie légale de conformité s'applique à la vente entre Mme Martin, personne physique achetant pour son domicile, et ÉlectroMaison, vendeur professionnel. Le lave-vaisselle ne chauffe plus et interrompt ses cycles : cette panne fonctionnelle peut caractériser un défaut de conformité. Elle est apparue environ six mois après la délivrance d'un bien neuf, donc dans le délai de vingt-quatre mois pendant lequel le défaut est présumé exister au moment de la délivrance. Le vendeur répond également des défauts résultant d'une installation réalisée sous sa responsabilité, mais le dossier ne relie pas ici la panne à l'installation.

> ✓ RÉPONSE À RETENIR
>
> La panne peut relever de la garantie légale de conformité : vente à une consommatrice par un professionnel et défaut fonctionnel apparu dans les vingt-quatre mois.

Charge et présomption de preuve

Question 2.2. Analysez la charge de la preuve et la présomption applicable. Appréciez la portée du compte rendu du technicien et de la seule affirmation du vendeur selon laquelle Mme Martin aurait mal utilisé l'appareil.

En principe, selon l'article 1353 du Code civil, Mme Martin doit prouver les éléments fondant sa demande. P1 établit l'achat du bien neuf, P3 date le signalement et P4 confirme la panne. L'article L. 217-7 présume toutefois que le défaut apparu dans les vingt-quatre mois existait lors de la délivrance, sauf preuve contraire du vendeur.

- P4 constate la panne et ne relève aucun indice visible de choc ou de mauvaise utilisation.
- Ce compte rendu n'est ni contradictoire ni conclusif sur l'origine exacte de la panne. L'accusation du vendeur, sans fait précis ni pièce à l'appui, ne suffit pas à renverser la présomption.

> ✓ RÉPONSE À RETENIR
>
> La présomption joue en faveur de Mme Martin. Le constat technique la conforte; la simple accusation de mauvaise utilisation ne constitue pas une preuve contraire.

Remèdes

Question 2.3. Exposez les remèdes que Mme Martin peut demander en priorité et les conditions dans lesquelles une réduction du prix ou la résolution de la vente peut être envisagée. Tenez compte du refus écrit du vendeur.

Le premier remède est la mise en conformité sans frais, par réparation ou remplacement. Mme Martin peut maintenir sa demande écrite de remplacement, sans que les extraits fournis permettent d'affirmer que le vendeur est nécessairement tenu de retenir cette modalité plutôt qu'une réparation conforme aux conditions légales. La mise en conformité doit intervenir dans un délai raisonnable, au plus tard trente jours après la demande, sans inconvénient majeur.

1. Si le vendeur refuse la mise en conformité, ne la réalise pas dans ce délai, ne peut pas la réaliser ou si le défaut persiste après une tentative, une réduction du prix ou la résolution de la vente peut être envisagée.
2. Le refus écrit du 30 avril permet à Mme Martin d'invoquer le refus de mise en conformité, sous réserve des conditions prévues par la loi.

> ✓ **RÉPONSE À RETENIR**
>
> Réclamer d'abord une mise en conformité gratuite, en demandant le remplacement. Si le refus persiste, invoquer les conditions légales d'une réduction du prix ou de la résolution.

Conclusion juridique

Question 2.4. Concluez sur la solution juridique la plus fondée au vu des éléments fournis. Distinguez les faits établis, l'argument contesté et les conséquences que le vendeur devrait tirer de la demande de Mme Martin.

P1 et P2 établissent l'achat d'un lave-vaisselle neuf et sa date de délivrance; P3 et P4 attestent le signalement puis le constat de la panne du module de chauffage. Le rapport ne détermine pas l'origine exacte du défaut, mais ne relève aucun indice visible de mauvaise utilisation. L'affirmation contraire du vendeur reste contestée et n'est étayée par aucune pièce. La présomption de conformité n'étant pas renversée, le vendeur doit traiter la demande de mise en conformité sans frais et dans le délai légal. Son refus écrit permet à Mme Martin de faire valoir les autres remèdes prévus, si leurs conditions sont réunies.

> ✓ **RÉPONSE À RETENIR**
>
> La mise en conformité sans frais est fondée. Le vendeur n'apporte pas de preuve contraire; son refus permet d'envisager les autres remèdes légaux.

3. Formalisation d’une réponse juridique

Le candidat doit transformer l’analyse du litige entre Mme Martin et ÉlectroMaison en une réponse juridique claire, structurée et utile à l’acheteuse. Il doit rédiger une argumentation, proposer une démarche en cas de refus persistant et identifier une limite de l’analyse.

Argumentation juridique

Question 3.1. Rédigez une argumentation juridique structurée, d’une longueur maximale de 250 mots, destinée à justifier la demande de remplacement sans frais. Elle doit exposer la règle, son application aux faits et la conclusion.

Règle : les articles L. 217-3 et L. 217-8 du Code de la consommation imposent au vendeur professionnel de délivrer un bien conforme. Le consommateur peut demander sa mise en conformité par réparation ou remplacement, sans frais. Pour un bien neuf, un défaut apparu dans les vingt-quatre mois est présumé avoir existé lors de la délivrance, sauf preuve contraire.

Application : Mme Martin a acheté un lave-vaisselle neuf pour son domicile. La panne du module de chauffage est apparue environ six mois après la livraison. Le technicien a constaté la panne sans relever d’indice visible de mauvaise utilisation. Le vendeur affirme une mauvaise utilisation, mais ne fournit aucun élément précis à l’appui.

Conclusion : Mme Martin peut donc demander le remplacement sans frais. La mise en conformité doit intervenir dans un délai raisonnable, au plus tard trente jours après sa demande.

DR 1 : règle et application

Étape du raisonnement	Réponse du candidat
Qualification des parties et du contrat	.....
Faits déterminants et éléments de preuve	.....
Problème juridique	.....
Règle de droit applicable	..... Présomption : 24 mois
Application de la règle aux faits	..... Panne : remplacement gratuit
Solution et démarche proposée	.....

✓ RÉPONSE À RETENIR

Le remplacement sans frais est justifié : le défaut est présumé antérieur à la délivrance et le vendeur n’apporte pas de preuve contraire.

Démarche en cas de refus

Question 3.2. Proposez une démarche graduée en deux étapes en cas de maintien du refus du vendeur. Pour chaque étape, indiquez l'objectif et les pièces utiles à conserver ou à joindre.

1. **Réclamation formelle :** adresser une mise en demeure écrite à ÉlectroMaison pour obtenir la mise en conformité sans frais, en rappelant la demande du 25 avril et le délai légal maximal de trente jours. Joindre des copies de la commande et de la facture (P1), du bon de livraison (P2), du courriel et de la vidéo (P3), du compte rendu (P4) et du refus écrit (P5). Conserver les originaux et une preuve d'envoi.
2. **Médiation :** si le refus persiste, saisir le médiateur de la consommation désigné par le vendeur afin de rechercher un accord amiable. Transmettre le dossier complet, notamment la réclamation préalable et la réponse de refus. En cas d'échec, une action judiciaire peut être envisagée.

DR 1 : démarche proposée

Étape du raisonnement	Réponse du candidat
Qualification des parties et du contrat	.....
Faits déterminants et éléments de preuve	.....
Problème juridique	.....
Règle de droit applicable	.....
Application de la règle aux faits	.....
Solution et démarche proposée	Mise en demeure, puis médiateur .....

✓ RÉPONSE À RETENIR

1. Mise en demeure documentée. 2. Médiation avec les pièces du dossier, puis recours judiciaire si nécessaire.

Limite de l'analyse

Question 3.3. Indiquez une limite de votre analyse : quel fait ou quelle pièce supplémentaire pourrait modifier l'appréciation juridique du litige, et pourquoi ?

L'analyse pourrait changer si un rapport technique établissait que la panne résulte d'une mauvaise utilisation, d'une modification ou d'une réparation imputable à Mme Martin. Une telle preuve pourrait combattre la présomption selon laquelle le défaut existait lors de la délivrance. Le compte rendu actuel constate la panne et l'absence d'indice visible de mauvais usage, mais ne détermine pas son origine exacte. Il ne permet donc pas, à lui seul, d'exclure une cause imputable à l'acheteuse.

DR 1 : élément susceptible de modifier l'analyse

Cadr Rapport technique sur l'origine de la panne **ires ou schémas du candidat :**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

✓ RÉPONSE À RETENIR

Un rapport établissant une mauvaise utilisation pourrait renverser la présomption d'un défaut présent à la délivrance.

Ce qu'il faut retenir de ce sujet (Session 2026)

Bilan de l'épreuve : Épreuve C6 de droit, session 2026, code 26-LIC-DROI-EP1, d'une durée indiquée de 3 heures et assortie d'un coefficient indicatif de 3,0. Le cas porte sur la panne d'un lave-vaisselle neuf et la garantie légale de conformité. Il évalue la qualification des faits, l'application des règles de preuve et des remèdes, puis la rédaction d'une réponse argumentée.

Notions-clés, formules & règles à maîtriser

- La garantie légale de conformité concerne la vente entre un consommateur et un vendeur professionnel.
- Pour un bien neuf, un défaut apparu dans les vingt-quatre mois est présumé exister à la délivrance, sauf preuve contraire.
- La mise en conformité se fait par réparation ou remplacement, sans frais et dans un délai raisonnable maximal de trente jours après la demande.
- La réduction du prix ou la résolution peut être envisagée dans les cas légaux, notamment en cas de refus de mise en conformité.

Points de vigilance & attentes du jury

- Distinguer les faits prouvés par les pièces des affirmations contestées des parties.
- Relier chaque règle de droit à un fait précis avant de tirer une conséquence juridique.
- Ne pas considérer l'allégation de mauvaise utilisation comme établie en l'absence d'élément probant.
- Présenter les remèdes dans l'ordre prévu et respecter la limite de 250 mots pour l'argumentation.

Questions fréquentes sur cette épreuve (Q&A Examen)

Q : Comment appliquer la présomption liée au délai d'apparition du défaut ?

Vérifiez la date de délivrance du bien et celle d'apparition du défaut. Pour un bien neuf, si le défaut apparaît dans les vingt-quatre mois, il est présumé exister à la délivrance, sauf preuve contraire apportée dans les conditions prévues.

Q : Le compte rendu du technicien prouve-t-il à lui seul la cause de la panne ?

Non. Il établit la panne du module et l'absence d'indice visible de choc ou de mauvaise utilisation, mais ne détermine pas l'origine exacte de la panne. Une affirmation non étayée du vendeur ne suffit pas à établir une faute de l'acheteuse.

Q : Quels éléments faut-il prévoir dans la démarche en deux étapes ?

Proposez d'abord une nouvelle demande écrite de mise en conformité, avec les justificatifs et la demande initiale. En cas de refus maintenu, indiquez un recours adapté et joignez les échanges, la facture, la preuve de livraison et le compte rendu technique.

Q : Quel raisonnement le jury attend-il pour justifier le remplacement sans frais ?

Le jury attend la qualification des parties, l'énoncé de la règle pertinente, son application aux faits prouvés et une conclusion cohérente. Il faut distinguer le droit à la réparation ou au remplacement des conditions ouvrant les remèdes subsidiaires.

Sujet officiel associé (PDF) : https://licencedroit.fr/assets/annales/licence-droit/C6 - Identifier et résoudre un problème juridique/2026/Licence Droit - C6 - Identifier et résoudre un problème juridique - Session 2026 - 1-Sujet.pdf
Ressources Licence Droit : Toutes les annales & corrigés • Fiches de révision complètes • Simulateur de notes d'examen

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.